

Contrairement à ce que soutient le dirigeant altermondialiste, les pays en développement ont tout intérêt à investir politiquement dans l'OMC.

Déconstruire José Bové

par ZAKI LAÏDI

Dans l'espace politique français nous connaissons jusque-là l'extrême gauche des villes. Il nous faudra désormais compter avec l'extrême gauche des champs. Celle qui veut relancer l'offensive contre la «mondialisation libérale» en recourant à la stratégie classique de la gauche radicale: une critique systématique du capitalisme mondialisé, mais une difficulté réelle à avancer des propositions constructives. Tout détruire pour ne rien assumer: voilà le fil rouge qui relie l'extrême gauche des villes à celle des champs. Voilà aussi ce qu'elle reproche au président brésilien accusé d'avoir trahi la cause du radicalisme en optant pour le réformisme. Ce radicalisme doit cependant être pris au sérieux. D'abord parce qu'il exprime une insatisfaction sociale, culturelle et identitaire réelle face à la mondialisation. Ensuite parce que bon nombre de critiques qu'il adresse au système libéral sont parfaitement recevables. Déconstruire Bové, c'est donc à la fois récuser les outrances d'un radicalisme romantique sans aucune perspective politique, tout en faisant reculer le conformisme libéral dont les faiblesses éclatent au grand jour.

Au cœur du radicalisme altermondialiste figure en premier lieu une attaque en règle contre l'OMC (Organisation mondiale du commerce) accusée d'être une machine entre les mains des multinationales. Cette interprétation n'est guère convaincante. Rappelons tout d'abord ce qu'est l'OMC. C'est avant tout une organisation dominée par les Etats, ce qui en soi constitue un réel avantage pour les pays en développement. La critique de certains altermondialistes qui reprochent à cette institution d'être représentée par des acteurs non élus est une idée absurde, car soit l'on considère que les représentants des Etats ne sont pas légitimes même quand ils émanent de gouvernements démocratiques, soit on estime que toutes les institutions internationales doivent se transformer en soviets. Certes, ces Etats sont comme tous les Etats soumis à de fortes influences et notamment aux influences de lobbies privés. On l'a bien vu avec l'affaire des médicaments génériques où les Américains ont scandaleusement refusé jusqu'à hier un accord imparfait alors que les impératifs de recours aux génériques en cas d'urgence sanitaire sont actés depuis les accords de l'Uruguay Round. Mais est-ce en supprimant l'OMC que l'on modifiera les choses? Depuis l'échec de Seattle, les pays en développement ont d'ailleurs compris l'intérêt qu'ils avaient à investir politiquement dans l'OMC pour modifier le rapport de force. Sans quoi d'ailleurs on ne verrait pas bien pourquoi la Chine aurait fait le choix politique d'entrer à l'OMC. D'où vient donc le malaise? Il y a plusieurs origines. La première tient à un paradoxe: l'OMC a été créée pour traiter des conflits commerciaux. Mais par la force des choses, elle est amenée à traiter des problèmes qui sont de moins en moins commerciaux. Ce paradoxe n'est pas le résultat d'une volonté hégémonique de l'OMC de tout prendre en charge, mais l'expression de la forme actuelle de la mondialisation. Celle-ci n'est plus affaire de barrières commerciales et de tarifs douaniers. Elle est affaire de préférences sociales. La mondialisation aujourd'hui n'est rien d'autre que l'entrée en compétition des systèmes sociaux. Autrement dit les conflits commerciaux interfèrent de plus en plus avec les questions de santé, d'environnement, d'alimentation de services publics. Il n'y a désormais plus de conflits commerciaux purs. Il n'existe que des conflits de préférences collectives. C'est cela le fond du problème. Et sur ce point fondamental, tout le monde est d'accord. Là où les divergences commencent, c'est quand il s'agit de chercher à traiter cet enjeu. Et là plusieurs voies sont possibles. La première est la voie libérale. Elle nie l'existence de préférences collectives, car elle estime que seuls les

consommateurs sont habilités à choisir et décider. Disons-le tout net: cette vision du monde est parfaitement illusoire. Les sociétés sont et resteront des fabriques complexes qui ne se limiteront jamais à une somme de préférences individuelles. Il est parfaitement légitime que les Européens ou les Japonais veuillent garder des agricultures nationales ou des agriculteurs. Il y a et il y aura toujours des valeurs opposables à la rationalité marchande. A l'opposé des thèses libérales, les thèses altermondialistes prônent la reconnaissance des préférences sociales de chacun. Mais cette démarche conduit à l'impasse, car si chacun met en avant ses propres préférences collectives en les jugeant non négociables, nous renouons avec la logique d'un monde fermé. La libéralisation des échanges reste un instrument précieux du développement à condition que ce processus soit articulé à des réformes internes et surtout qu'il soit maîtrisé par les acteurs locaux eux-mêmes. Sur ce point, il y a donc beaucoup à faire notamment pour que les pays riches s'appliquent à eux-mêmes des règles qu'ils imposent aux autres, et surtout pour que les pays du Sud aient les moyens de penser par eux-mêmes les conditions de leur propre développement. Mais là encore ce n'est pas en détruisant l'OMC que l'on y parviendra.

Trois lignes de fracture existent sur les questions de mondialisation: entre le Nord et le Sud, entre les Etats et les sociétés civiles, entre les courants libéraux et toute une gamme de courants réservés ou hostiles.

On voit donc que tout le problème est de dégager une voie moyenne entre une libéralisation débridée et un protectionnisme magnifié. Comment s'y prendre? Il faut tout d'abord veiller à ce que l'OMC ne devienne pas l'Organisation de la gouvernance mondiale. Elle n'a pas été conçue pour cela et n'est pas équipée pour cela. Elle doit rester une organisation de régulation du commerce mondial. Mais dans la mesure où les enjeux commerciaux sont et seront de plus en plus imbriqués avec la santé, l'environnement, l'éducation, la culture, il faut impérativement renforcer la légitimité et l'autorité des différentes institutions multilatérales comme l'OMS (Organisation mondiale de la santé) pour la santé, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) pour l'agriculture, etc. De sorte que, lorsque des conflits commerciaux arrivent à l'OMC en mettant en jeu des questions sanitaires, environnementales ou autres, cette même OMC puisse se tourner automatiquement vers ces différentes institutions. Si sur les OGM l'Europe se trouve une nouvelle fois opposée aux Etats-Unis, il faudrait qu'un avis de la FAO – sur la traçabilité par exemple – puisse permettre de trancher le conflit. C'est d'ailleurs tout le sens de la démarche de l'Europe qui se bat continuellement pour que les standards sanitaires et environnementaux soient relevés à l'OMC. Sur ce point, les altermondialistes ne sont pas forcément rigoureux. Ils feignent sciemment d'ignorer que c'est l'Union européenne qui se bat le plus sur ce front, face aux Etats-Unis qui se montrent réservés et face aux pays du Sud qui s'y sont opposés. C'est l'Europe qui s'est battue pour que le principe de précaution soit pris en compte dans les différends commerciaux contre l'avis des Américains. Il faut donc renforcer le stock de normes sociales sanitaires et environnementales dans lequel l'OMC pourra s'appuyer pour trancher des conflits commerciaux de moins en moins classiques. Mais cette démarche ne suffira pas. C'est pourquoi il faut créer un espace pour les sociétés civiles qui expriment ses préférences col-

lectives. A cette fin, il faudrait institutionnaliser une assemblée générale de l'OMC au sein de laquelle seraient accréditées à parité les ONG du Nord et du Sud. Avant chaque réunion ministérielle, cette assemblée serait réunie et émettrait sur la base d'un consensus des recommandations aux représentants des Etats. Cette assemblée jouerait un rôle essentiel dans le débat mondial sur les préférences collectives.

Il y a enfin un troisième axe de réforme qui doit porter sur le renforcement des capacités des pays pauvres à défendre leur point de vue à l'OMC. Les pays du Sud n'ont pas du tout les moyens matériels et juridiques pour se défendre convenablement. Il faudrait donc créer un dispositif puissant d'assistance juridique aux pays du Sud. La Cruced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) pourrait devenir une Agence d'assistance aux pays du Sud dans leurs conflits à l'OMC. Comme on le voit et à l'opposé des altermondialistes, le réformisme doit jouer la carte du renforcement de l'OMC.

Il y a un second point sur lequel l'argumentaire de l'extrême gauche doit être réfuté. C'est celui qui consiste à vouloir réduire tous les enjeux mondiaux à un affrontement manichéen entre les «forces aveugles du libéralisme» et les tenants d'une alternative imaginaire et idéalisée.

En fait, il y a sur les questions de la mondialisation trois lignes de fracture: entre le Nord et le Sud, entre les Etats et les sociétés civiles, entre les courants libéraux et toute une gamme de courants réservés ou hostiles à la mondialisation. Cette multiplicité des clivages, il faut pleinement l'intégrer pour ne pas tomber dans le manichéisme idéologique. Pour bien comprendre cette multiplicité des clivages, prenons l'exemple de l'environnement. Vu d'Europe, la régulation de la mondialisation passe par la reconnaissance des accords environnementaux dans les conflits commerciaux. Vu d'Europe, la régulation de la mondialisation passe aussi par la prise en compte des standards sociaux dans le commerce mondial. Or, sur ces deux sujets essentiels pour nous, les plus farouches adversaires de cette conditionnalité ne sont pas les pays libéraux mais les pays en développement. Tant que l'on parlera de la régulation de la mondialisation de manière purement incantatoire, sans aborder ce type de problème, on n'avancera pas beaucoup. Or le discours radical fait totalement l'impasse sur ce sujet. Il se contente de le contourner en diabolisant le système libéral.

Le même problème se pose à propos de la représentation de la société civile à l'OMC. Les plus opposés à cette démarche sont là encore les pays en développement dont on peut comprendre d'ailleurs le raisonnement. Pour eux, faire rentrer les ONG à l'OMC c'est fondamentalement encourager l'entrée de la conditionnalité sociale et environnementale dans les échanges.

Reste le troisième axe de conflit qui porte sur le degré de libéralisation dans les échanges. Dans ce domaine le dogmatisme libéral est allé trop loin. C'est pourquoi il faudra rédiger et faire entériner par les Nations unies une charte mondiale des biens publics mondiaux dans laquelle serait reconnu le caractère inaliénable de certains biens collectifs comme la santé, l'eau ou l'éducation. Reconnaître et faire reconnaître ces biens publics mondiaux ne signifie pas refuser d'y impliquer le secteur privé. En revanche, il faut aujourd'hui réagir fortement contre une logique de privatisation des biens et savoirs collectifs pour réhabiliter le bien public mondial. Sur le plan mondial comme sur le plan national, le radicalisme politique puise sa source et ses forces non pas dans l'originalité de ses propositions mais dans la faiblesse politique de réformistes parfois inhibés et souvent hexagonalisés ●

Zaki Laïdi est chercheur au Ceri. Il publie à la rentrée «La Grande Perturbation» (Flammarion).